



La commission européenne

Paris, le 28 février 2020

Madame la présidente,

Mesdames et Messieurs les Membres de la Commission européenne,

La pire crise humanitaire de ce siècle se déroule sous nos yeux. Les chiffres sont terribles, près d'1 million de déplacés à l'intérieur du pays depuis décembre 2019, dont 500 000 sont des enfants ; plus d'un millier de civils morts sous les bombardements.

Aux bombardements, s'ajoute le froid de l'hiver, qui fait aussi ses premiers morts. Comme la petite Iman, gelée dans les bras de son père, qui se rendait à l'hôpital d'Afrin, soutenu par l'UOSSM, à deux kilomètres de son camp de fortune.

Depuis des mois, voire des années, le même scénario se répète inlassablement. Celui de la fuite, où des dizaines de milliers de familles s'agglutinent sur les routes bondées, emportant ce qu'elles peuvent dans des voitures ou des camions, n'ayant nulle part où aller. Pour la plupart d'entre elles, ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'elles fuient. C'est souvent la deuxième, troisième voire quatrième fois, elle viennent d'Alep, de la Ghouta ou encore de Deraa.

La communauté internationale, l'Europe, détournent le regard, comme impuissantes face à l'escalade sans précédent de la violence. A l'ère des réseaux sociaux, des images quotidiennes d'atrocités sont partagées : les bâtiments éventrés par les bombes ; les enfants amputés, ou morts de froid ; les sirènes des ambulances qui retentissent dans les rues, tentant de sauver les blessés ; le sang sur les visages, couvrant le sol des hôpitaux encore en service... Mais rien y fait, la tragédie syrienne s'est muée en chaos humanitaire.

Nous, soignants, acteurs médicaux non-gouvernementaux, présents sur le terrain, sommes pris pour cibles. Les hôpitaux, centres de santé, ambulances, les soignants, que nous soutenons, sont visés délibérément, au mépris du droit international. Nous avons recensé 88 attaques sur des structures de santé depuis le 28 avril 2019, date de début de la récente offensive à Idleb. Depuis décembre 2019, 72 hôpitaux, structures médicales ou cliniques mobiles ont dû suspendre leurs activités à cause des attaques aériennes, mettant en péril des centaines de milliers de civils en manque d'accès aux soins. 200 médecins, 300 infirmières et 50 sages-femmes ne peuvent plus travailler et soigner les populations.

Le défi aujourd’hui, est de pouvoir atteindre les déplacés dans les camps et pouvoir continuer à apporter une aide médicale et humanitaire d’urgence aux populations victimes du conflit.

Nous saluons les efforts de l’Union européenne et ses Etats membres dans le soutien aux actions des ONGs. Ce n’est clairement pas suffisant face aux besoins colossaux en abri, nutrition, santé, éducation. Près de 300 millions de dollars sont nécessaires d’ici à juillet 2020 selon l’ONU.

Compte tenu de la situation humanitaire d’urgence, nous avons l’honneur de vous demander de bien vouloir nous recevoir pour vous exposer toutes nos inquiétudes et entrevoir avec vous les potentielles solutions.

Dr. Ziad ALISSA

Président de l’UOSSM France

ziad.alissa@uoossm.fr

06.11.94.85.06

Pr Raphaël Pitti

**Responsable formation de
l’UOSSM France**

raphael.pitti@uoossm.fr

06.60.17.03.52



www.uoossm.fr



11-15 rue de la Réunion
75020 PARIS



09 77 19 77 51